

II. LES AFFAIRES AU VENEZUELA

La demande d'adhésion au GATT introduite par le Venezuela constitue un élément essentiel de la nouvelle politique commerciale, plus libérale, du gouvernement qui souhaite établir un climat de négoce plus ouvert et forcer dès lors l'industrie à devenir plus concurrentielle à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Les interdictions et restrictions qui frappaient l'importation ont été atténuées et ne touchent plus désormais que 200 articles environ. La concurrence internationale est intense, mais le marché est maintenant beaucoup plus libéral. Toutefois, pour qu'un exportateur puisse s'établir solidement au Venezuela, il devra le plus souvent procéder à des transferts de technologies ou constituer des coentreprises financières. Les règlements régissant l'investissement étranger ont également été assouplis et devraient l'être davantage d'ici peu.

Un agent local est une nécessité; il faut choisir avec soin la maison de courtage ou d'importation à laquelle on aura recours. Un agent doit posséder les installations ainsi que les compétences techniques voulues pour pouvoir fournir de bons services de représentation. Les relations entre l'agent et le commettant sont régies par le code civil et le code du commerce, lesquels s'appliquent à l'agent travaillant sous son propre nom pour le compte d'un tiers. Les gens d'affaires canadiens doivent s'assurer que l'agent choisi ne représente pas déjà des produits qui font concurrence aux leurs ou qu'il n'a pas un nombre de représentations élevé au point de ne pouvoir consacrer le temps voulu à la commercialisation de leurs articles. Il est préférable, avant de nommer un agent, qu'un représentant de la firme canadienne se rende d'abord dans le pays et procède à une évaluation personnelle. Les Services commerciaux de l'ambassade du Canada à Caracas sont en mesure d'aider les gens d'affaires canadiens à trouver des agents éventuels.

Le pétrole demeure la pierre angulaire de l'économie vénézuélienne. Il représente environ 20 p. cent du PIB, 90 p. cent des revenus d'exportation et les deux tiers des revenus du secteur public. Vu la diversification croissante de l'économie engendrée par l'industrialisation, financée par les exportations de pétrole, le secteur pétrolier perd sa prédominance dans le pays, mais il demeure une importante source de devises étrangères.